



Le directeur général



Secrétaire général

Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025
Plan de mise en œuvre au niveau national — CLIP BENIN -- Mise à jour de décembre
2023

1. Contexte de l'action de l'UE en faveur de l'égalité des femmes et des hommes et de l'autonomisation des femmes dans le pays ¹

Au Bénin, la volonté des autorités d'œuvrer en faveur de l'égalité entre hommes et femmes s'est renforcé et crée un véritable momentum politique et législatif. Ainsi, le pays a signé de nombreuses Conventions internationales promouvant les droits des femmes et a voté, en décembre 2021, 3 lois majeures relatives à la santé sexuelle et la reproduction (loi n°2021-12), la répression des infractions commises à raison du sexe (loi n°2021-11) et le code des personnes et de la famille (loi n°2021-13).

La loi n°2021-12 élargit notamment les conditions sous lesquelles l'avortement est autorisé au Bénin (mise en danger de la vie et la santé de la femme, viol, inceste, maladie de l'enfant, situation de détresse matérielle, éducative, professionnelle ou morale de la femme). Le décret fixant les conditions d'interruption volontaire de grossesse est sorti en avril 2023.

La loi n°2021-11 renforce les peines, définitions et sanctions des mutilations génitales, du viol, du harcèlement sexuel ou encore du mariage forcé.

La résistance des cercles traditionnels et des communautés religieuses contre les nouvelles lois de réforme était très forte.

De plus, les réformes du Code électoral ont inclus la mise en place d'un quota d'élues au Parlement de 24 (1 femme par circonscription) ce qui aboutit aujourd'hui après les dernières élections législatives de janvier 2023 à un taux de femmes au parlement de 26.60% (29 femmes députées sur 109 députés au total).

Par ailleurs, le Ministère des Affaires sociales et de la Microfinance (MASM) dispose d'une Politique Nationale de Promotion du Genre (PNPG) depuis 2009. La mise en œuvre de la PNPG a été évaluée en 2022 et sur cette base, la politique et son plan d'action sont en cours d'actualisation (avec l'appui des Pays-Bas). Par ailleurs, une étude nationale sur les VBG existe et ses recommandations sont mises en œuvre.

¹ Toutes les données présentées dans cette section sont issues de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages 2018-2019.

A cela s'ajoute un cadre institutionnel national favorable avec l'opérationnalisation de l'Institut National de la Femme (INF) en 2022. De nouvelles attributions lui ont été dévolues lui conférant le droit d'ester en justice dans le cadre de violences basées sur le genre (VBG). L'INF, doté d'une personnalité juridique et d'autonomie financière, constitue, dans les intentions des autorités nationales, le principal outil d'actions contre les discriminations à l'égard des femmes. Enfin, il faut aussi mentionner le rôle symbolique fort de la Vice-présidente de la République qui porte des combats pour renforcer le leadership féminin, avec un accent particulier sur le nord du Bénin et ses populations à prédominance islamique.

Malgré ce contexte, l'état des lieux montre toujours qu'il existe encore de nombreux obstacles à l'atteinte des indicateurs d'égalité des sexes en raison notamment d'un système normatif patriarcal peu favorable à une véritable autonomisation des femmes et des filles tant dans la sphère privée que publique (politique et socio-économique).

En effet, les disparités les plus importantes concernent tout d'abord, et de manière primordiale, l'éducation. Le Bénin a fait d'importants efforts pour améliorer les taux de scolarisation. Aujourd'hui, il faut souligner que les taux bruts de scolarisation dépassent 100% tant pour les filles que pour les garçons. Néanmoins au Bénin, 59.4% des femmes n'ont aucun niveau d'instruction, 24.9% des femmes ont un niveau d'éducation primaire, 14.2% ont un niveau secondaire et seulement 1.5% ont un niveau d'enseignement supérieur². Par ailleurs, les femmes vivant en milieu rural sont généralement moins scolarisées que les femmes vivant en milieu urbain. Au déséquilibre en termes d'éducation s'ajoute un haut taux de fécondité, 5 enfants par femme sur la période 2007-2017, conséquence des mariages et grossesses précoces, d'une faible couverture en planning familial, et de nombreux facteurs socio-culturels. Ces disparités ont pour effet une dotation en capital humain plus faible chez les femmes que chez les hommes.

D'autre part, étant donné un faible accès aux ressources financières et productives (notamment crédits et ressources foncières), les femmes bénéficient de moins d'opportunités économiques que les hommes. Les femmes sont ainsi moins susceptibles de participer au marché du travail, mais plus susceptibles de travailler à temps partiel ou de travailler dans l'économie informelle. Le taux d'activité de la population en âge de travailler (15 ans et plus) est de 69.5% chez les hommes et de 57.1% chez les femmes. Une étude de ILO de 2019 sur l'utilisation du temps pour le travail domestique et les soins non-rémunérés montre que les femmes au Bénin sont 221 minutes par jour occupées à ce type de tâches contre 42 minutes pour les hommes.

En outre, la voix des femmes, tant dans la sphère privée que publique, tarde encore à se faire entendre. Au sein des ménages, une minorité de femmes (moins de 4 sur 10) prend part au processus de prise de décisions. Dans la sphère publique, mise à part le nombre de femmes parlementaires, il n'y a encore que 20% de ministres femmes, 34 de femmes secrétaires exécutives dans les mairies et 4% d'élues au niveau local. Dans l'administration publique, elles représentent en moyenne à peine 30% du personnel de la fonction publique, bien que les nominations récentes à des postes importants, par exemple, au Ministère des Affaires étrangères, continuent d'afficher une tendance à la hausse des nominations de femmes. De

² Profil Genre Pays, La République du Bénin, Banque africaine de développement, décembre 2021

manière générale, les femmes sont peu présentes dans les instances décisionnelles tant politiques qu'économiques.

Finalement, les Violences Basées sur le Genre (VBG) restent très présentes au Bénin, particulièrement dans certains départements du centre. Ces violences touchent les femmes de toutes origines et de tous les niveaux sociaux. Les filles sont particulièrement vulnérables à ces violences, et elles en portent souvent les conséquences pour le reste de leur vie (mariage et grossesse précoces notamment). Le contexte socio-culturel reste très prégnant sur ces dynamiques. A titre d'illustration, 32% des femmes et 16% des hommes déclarent qu'il est justifié qu'un homme batte sa femme/partenaire dans certains cas tels que lorsque la femme argumente avec son mari, lorsqu'elle sort sans l'informer ou encore lorsqu'elle néglige ses enfants. Le Gouvernement fait preuve d'un engagement croissant à faire face à ces réalités socio-culturelles, soit à travers des campagnes de sensibilisation, soit à travers les activités de l'INF qui travaille à établir un réseau national de points de contact pour les femmes exposées aux VBG dans les 77 Communes du Bénin.

Le **Programme Indicatif Pluriannuel (PIP)** élaboré par la Délégation de l'UE en collaboration avec les Etats Membres pour la période 2021-2027 comporte trois grandes priorités : l'amélioration du capital humain et naturel, la promotion d'une croissance économique verte, et la promotion d'une société sûre et prospère. Dans le cadre de la première priorité, l'UE veille à l'inclusion des femmes dans ses programmes de protection de l'environnement et de valorisation du patrimoine naturel. L'UE relève par ailleurs le défi d'un accès équitable pour les filles et les garçons à l'enseignement et à la formation technique et professionnelle (EFTP), essentiellement dans les secteurs soutenus par le PIP et plus généralement dans toutes les actions relevant de la Team Europe Initiative Croissance durable et Emploi. Dans le cadre de la deuxième priorité, l'UE cherche d'une part à renforcer l'insertion des femmes dans les instances institutionnelles et économiques de décision des secteurs de l'énergie, des transports et de l'agriculture ; et d'autre part à garantir l'accès aux ressources financières et productives pour les femmes dans ces mêmes secteurs. Finalement, dans le cadre de la troisième priorité, l'UE cherche à consolider et étendre l'expérience pilote de la budgétisation sensible genre mise en œuvre dans 7 ministères pilotes en étroite coordination avec la Direction Générale du Budget, dans le cadre du programme d'appui budgétaire finalisé en 2021. L'UE cherche également à garantir l'accès à l'entrepreneuriat pour les jeunes filles et les femmes sortant des cursus EFTP. En termes de prévention des conflits et de la montée de l'extrémisme violent, le grand défi est l'inclusion effective des femmes et des filles dans tous les dispositifs de maintien de la paix. De manière transversale, les interventions de l'UE cherchent à intégrer l'accès aux outils numériques et favoriser leur utilisation pour et par les femmes. C'est ainsi que l'intégration du genre a été correctement assurée lors du processus d'élaboration du PIP.

La Délégation de l'UE dispose d'un **Profil Genre Bénin** élaboré fin 2017. Après une analyse du contexte et une relecture de ce document, il a été jugé encore suffisamment d'actualité et toujours valable par la Délégation et les Etats Membres. Par ailleurs, la Banque Mondiale a publié une **Evaluation Genre Bénin** en janvier 2021. Ce document, extrêmement exhaustif, vient compléter avec des données plus récentes le profil Genre dont nous disposions déjà. Ce CLIP a été construit sur la base de ces deux documents. Son élaboration a par ailleurs été réalisé

en coordination avec les processus d'élaboration de la Stratégie Droits de l'Homme de l'UE et de la Feuille de route pour l'engagement de l'UE avec la société civile.

Ce CLIP est bien entendu également en ligne avec le PIP.

En termes de consultation, une première consultation a été réalisée en ligne en février 2021 auprès de plus de 160 Organisations de la Société Civile (OSC) nationales et internationales. Les résultats de cette consultation ont nourri le PIP, le CLIP, la Feuille de route société civile et la Stratégie Droits de l'Homme. Ensuite, malgré le contexte COVID, 4 séances de consultation ont été organisées en collaboration avec les Etats membres, chacune avec une petite dizaine d'organisations sur les grandes thématiques de notre PIP afin d'approfondir certains sujets particulièrement pertinents (une des séances portait exclusivement sur les questions de genre et d'autonomisation des femmes). Les résultats de ces consultations ont nourri le CLIP et la Feuille de route société civile. Finalement, un échange à haut niveau a eu lieu en février 2021 entre la Cheffe de la Délégation et les principaux Ministres du Gouvernement de Patrice Talon, dont Mme la Ministre des Affaires Sociales avec qui les grandes priorités du Gouvernement et du PIP ont pu être discutées. Les organisations de promotion et protection des droits des femmes ont été incluses dans la consultation de juillet 2023 dans le cadre de la revue à mi-parcours de la mise en œuvre du PIP.

De nouvelles consultations avec la société civile ont eu lieu en septembre 2023 dans le cadre de l'exercice de formulation du projet G2 inscrit au plan annuel 2024 de l'UE au Bénin. Des échanges à haut niveau ont eu lieu entre l'Ambassadrice de l'UE, la Vice-Présidente de la République et la Présidente de l'Institut National de la Femme. Ces consultations ont informé le processus de mise à jour du CLIP-Bénin.

2. Domaines thématiques d'engagement et objectifs sélectionnés

L'Equipe Europe au Bénin met en œuvre trois Initiatives Equipe Europe : Croissance durable et emploi, Investir dans l'Énergie verte et Investir dans un Port de Cotonou et un littoral durables. L'objectif est de contribuer à déclencher le potentiel transformateur du pays dans sa transition verte (et énergétique) en valorisant son capital humain (développement de centres de formation professionnelle et de systèmes de protection sociale ; soutien à l'entrepreneuriat avec un accent sur les jeunes et les femmes) et naturel (protection des zones d'intérêts écologiques) ainsi qu'à consolider son rôle stratégique dans la région en renforçant le positionnement du Port de Cotonou comme point de connexion au marché régional et global. Chaque projet constitutif de ces initiatives sont des G1 et contribue à donner aux femmes et aux hommes des opportunités équivalentes tout en garantissant la prise en compte des besoins spécifiques des femmes dans chacun des domaines. Par ailleurs, la société civile est un partenaire privilégié de la mise en œuvre de ces initiatives, celui qui est le plus en mesure d'agir au plus près des populations cibles. Deux flagships Global Gateway découlent de ces initiatives dans l'énergie et le Port de Cotonou lié au corridor Cotonou-Niamey.

Comme mentionné précédemment, le PIP comporte 3 domaines prioritaires de coopération de l'UE avec le Bénin. Par ailleurs, chacun des 4 Etats Membres présent sur place, en plus de la collaboration plus étroite avec l'UE dans le cadre des Initiatives Equipe Europe, dispose de sa

programmation bilatérale avec le pays. Toutes les interventions prévues par l'UE dans le cadre du nouveau PIP ainsi que toutes les interventions des Etats Membres ont été analysées avec le marqueur genre. C'est ainsi que l'ensemble des interventions G1 et G2³ ont été répertoriées dans le tableau présenté en annexe. Les interventions G2 sont présentées de manière détaillée dans la section suivante.

De manière générale, on peut souligner que les 6 domaines d'engagement sont couverts par les interventions européennes. Le domaine d'engagement le plus soutenu est le **domaine 3** qui concerne les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des femmes. Ainsi, on constate que tout ce qui touche à l'autonomisation socio-économique des femmes, depuis leur accès à l'éducation (essentiellement technique et professionnelle) jusqu'à leur intégration dans les instances de prises de décision économiques, en passant par leur accès aux ressources financières et productives et par leur implication dans le tissu entrepreneurial du pays, est couvert par les programmes européens. Le document excel en pièce jointe reprenant tous les projets G1 et G2 de l'Equipe Europe renseigne sur la couverture des différents domaines et objectifs du GAP III au Bénin.

En conclusion, l'autonomisation économique des femmes béninoises, notamment en travaillant sur l'éducation, est l'objectif principal que poursuit l'UE et ses Etats Membres au Bénin. L'autonomisation économique des filles et des femmes est souvent la condition sine qua non pour atteindre d'autres objectifs tels que l'autonomisation politique des femmes, l'utilisation des services de planning familial, ou encore la disparition des stéréotypes socio-culturels.

3. Actions ciblées en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de l'autonomisation des femmes (G2 exclusivement)

La Délégation de l'UE a financé 2 projets, récemment terminés de promotion des droits et de la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles dans les Départements du Zou et des Collines (l'un mis en œuvre par l'ONG béninoise WILDAF et l'autre mis en œuvre par l'ONG italienne WEWORLD, chacun pour un montant de 500.000 euros). Ces projets ont mis en place des approches intéressantes de dialogue parents-enfants mais aussi d'implication des professeurs, des maîtres-artisans et le coaching de ces personnes pour qu'ils soient des référents pour les jeunes filles et jeunes hommes. L'UE finance depuis août 2022 des projets d'envergure régionale dans le domaine de la promotion des droits sexuels et reproductifs par des ONG internationales (Plan International et Rutgers et leurs partenaires nationaux).

Actuellement, malgré que cette action ne puisse être considérée spécifiquement comme actions G2 étant donné son intégration dans notre Programme d'Appui Budgétaire ODD qui couvre d'autres thématiques également (Protection sociale et gestion des finances publiques), il est tout de même important de mentionner l'appui à la budgétisation sensible au genre apporté à la Direction Générale du Budget au Ministère des Finances. Apporté dans le cadre de la réforme du budget en mode programme, cet appui vise à généraliser l'expérience pilote avec 7

³ G1 : projets dans lesquels le genre est transversale ; G2 : projets pour lesquels l'objectif général est lié à la lutte pour l'égalité homme-femme

Ministères mené dans le cadre du précédent appui budgétaire A ce propos, des analyses sectorielles genre sont menées.

En septembre 2023, l'Union européenne au Bénin a initié la formulation de son projet G2 à financer sur le PIP. Après une première phase d'analyse, la thématique du leadership féminin a été retenu. Les autorités béninoises ont beaucoup plaidé pour cela ainsi que les organisations de la société civile. Comme l'action de l'Equipe Europe se porte en particulier sur l'autonomisation économique des femmes, il n'a pas été jugé opportun d'ajouter un projet supplémentaire sur cette thématique, pour laquelle l'Equipe Europe poursuit déjà beaucoup de projets, mais plutôt de concevoir un projet qui puisse être complémentaire et holistique, permettant aux femmes de renforcer leurs compétences dans tout le spectre de leur participation politique et socio-économique. En effet, ce projet G2 pourrait cibler les bénéficiaires d'appui en promotion des droits en santé sexuels et reproductifs (DSSR) ou en entrepreneuriat ou en formation professionnelle pour leur apporter en plus un coaching pour transformer leur émancipation en réelle prise de pouvoir et en auto-détermination tant dans la sphère publique, que dans la sphère privée, familiale, à l'école ou au travail. L'action viserait à renforcer les capacités des femmes et des filles, dans toute leurs diversités, afin qu'elle puisse prendre en main leur avenir, s'autonomiser et devenir des actrices à part entière des changements de leur pays. Ce projet a un impact potentiel important sur les indicateurs clés de la prise de pouvoir des femmes. Ce projet renforcerait les capacités d'agir des filles et des femmes et couvrirait à la fois des activités de promotion du leadership politique féminin, de la participation citoyenne et politique des femmes, des activités leur permettant de faire entendre leur voix dans toutes les sphères et également des activités d'inclusion au sein des dispositifs de cohésion sociale et de maintien de la paix. Une deuxième phase de formulation plus détaillée est nécessaire pour aboutir à un projet à valider dans l'AAP 2024 pour une mise en œuvre à partir de 2025.

En annexe figurent tous les projets G1 et G2 de l'Equipe Europe au Bénin visibles par domaines et objectifs du GAP III et par pays.

4. Engager un dialogue en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'autonomisation des femmes

Au cours des prochaines années, la Délégation de l'UE et les Etats Membres présents au Bénin poursuivront et renforceront leur dialogue en faveur de l'égalité des genres à chaque fois qu'une occasion se présentera (dialogue politique Art.8, réunions des Ambassadeurs avec les autorités béninoises et les représentants de la société civile, échanges bilatéraux avec la Vice-présidente, les Ministres et les structures étatiques, participation aux évènements thématiques et aux campagnes de sensibilisation à la protection et la promotion des femmes, etc.) : application des lois de décembre 2021, accompagnement des femmes députées, leadership politique des femmes au niveau local, législation sur le foncier etc. , procédures standardisées de traitement des VBG, opérationnalisation des centres intégrés de prise en charge des victimes de violence basée sur le genre, Centre de promotion sociale et autres centres de prise en charge sociale, opérationnalisation de l'INF etc..

A un niveau plus technique, le dialogue se poursuivra également au sein du Groupe sectoriel Genre et Protection Sociale et notamment du sous-groupe Genre. Ce groupe de partenaires techniques et financiers internationaux, comprenant aussi de nombreuses organisations non gouvernementales en grande partie internationales, se rencontre mensuellement en interne ainsi qu'occasionnellement avec les cadres du Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance.

5. Activités de sensibilisation et autres activités de communication/diplomatie publique

Les journées internationales emblématiques telle que le 8 mars (journée internationale des droits des femmes) et le 25 novembre (journée internationale de la lutte contre les violences faites aux femmes) et les 16 jours d'activisme qui suivent servent régulièrement aux Ambassadeurs et aux personnels de la Délégation de l'UE et des Etats Membres pour communiquer et mener des activités de sensibilisation sur l'égalité entre les femmes et les hommes, l'autonomisation économique des femmes, le leadership féminin ou encore les violences subies par les jeunes filles (mariages et grossesses précoces notamment). Par ailleurs, les moments clés des projets G1 et G2 peuvent également servir pour donner de la visibilité à ces thématiques essentielles pour l'UE. Tous ces événements et activités sont organisés le plus souvent conjointement entre plusieurs ou tous les membres de la Team Europe et sont largement relayés dans les médias classiques ainsi que sur les réseaux sociaux afin d'atteindre un public le plus large possible. A titre d'exemple, une activité de communication publique a été réalisée par l'ensemble de la Team Europe le 8 mars 2021. Il s'agissait d'une vidéo, diffusée sur les médias nationaux et sociaux, reprenant des messages courts et percutants des Ambassadeurs et Chef.fe.s de coopération européens sur l'égalité des genres, les violences basées sur le genre, la participation politique et économique des femmes, etc. En 2022, l'Union européenne a réalisé une vidéo avec de jeunes blogueurs béninois pour promouvoir le mandat de l'INF et en 2023 l'Union européenne et l'INF ont réalisé une vidéo pour mettre en lumière les 29 députées du Parlement béninoise (la plupart élues pour la première fois en janvier 2023). De même, en novembre 2023, à l'occasion des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre, la délégation de l'Union européenne a organisé une campagne de 16 jours de publications quotidiennes sur les réseaux sociaux. L'ensemble de l'Equipe Europe a présenté toutes ses activités des 16 jours d'activisme travers une communication conjointe a rendu visite aux femmes victimes de violence accueillies par le Centre Ya Tchegbo en périphérie de Cotonou. Ce type d'événements peut également être organisé conjointement avec les Nations Unies et/ou avec des organisations de la société civile internationales et nationales.

6. Facilité de coopération et/ou ressources financières allouées pour soutenir la mise en œuvre du plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III

A partir de janvier 2024, l'Equipe Europe au Bénin va mener une revue de l'inclusion du genre et de la société civile dans ses initiatives et les projets Global Gateway de manière à mettre en place des mesures concrètes pour mieux intégrer les problématiques de genre et mieux associer la société civile dans ces projets.

En matière de prise en compte du genre, les analyses qui seront menées interrogeront les projets sur leurs approches transformationnelles et inter-sectionnelles. En parallèle, un processus de mise à jour de la feuille de route des relations entre l'UE, les Etats-membres et la société civile sera mis en place de manière à aboutir à l'instauration d'un dialogue plus structuré et continu avec la société civile. Dans ce cadre, un dialogue avec les organisations de défense des droits des femmes et avec les organisations féministes dans toutes leurs diversités sera poursuivi.

L'Union européenne et chaque Etat-membre et/ou agence de coopération disposent d'un point focal Genre.

En termes de suivi évaluation du CLIP Bénin, l'Equipe Europe au Bénin a sélectionné deux indicateurs GERF :

- GERF 2.1 : nombre de productrices de petite taille appuyées par l'Equipe Europe au Bénin dans le but d'améliorer leur production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurisation du foncier. Donnée 2023 :
- GERF 2.14 : Nombre de femmes/filles qui ont bénéficié de formation professionnelle/développement de compétences sur le lieu de travail ou dans des institutions dans le cadre de projets de l'Equipe Europe au Bénin. Donnée de 2023 :

L'Equipe Europe au Bénin se réunira une fois par an pour faire le point sur les progrès des projets inscrits dans l'annexe et faire un suivi de l'évolution des niveaux des deux indicateurs.

Date:

Signature de la Cheffe de Délégation: